



20.052

**Horizon-Paket 2021–2027****Paquet Horizon 2021–2027***Fortsetzung – Suite*

## CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.20 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.20 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.12.20 (FORTSETZUNG - SUITE)

**Atici Mustafa** (S, BS): Horizon hat für den Forschungsstandort Schweiz eine zentrale Bedeutung. Die Hochschulen, aber auch Economiesuisse sprechen sich für diese Kooperation aus. Rund bei der Hälfte der EU-Projekte, an denen die Schweiz beteiligt ist, ist auch die Privatwirtschaft involviert. Aus diesen Gründen bitte ich Sie um die Unterstützung des Horizon-Pakets und die Ablehnung der beiden Minderheitsanträge.

Es ist wichtig, dass wir von Anfang an beim EU-Forschungsrahmenprogramm Horizon dabei sind. Wir wollen die volle Assoziierung. Ab 2003 war die Schweiz voll assoziiert und profitierte von Rückflüssen, die deutlich höher waren als das, was sie einbezahlte. Wir unterstützen die Vorlage des Bundesrates und stimmen dem beantragten Verpflichtungskredit in der Höhe von 6,15 Milliarden Franken zu. Dieser Betrag

AB 2020 N 2604 / BO 2020 N 2604

schliesst die Pflichtbeiträge an Horizon Europe, an das Euratom-Programm, an Iter sowie an das Digital Europe Programme mit ein.

Während die SP-Fraktion die Horizon-Programme und Digital Europe uneingeschränkt unterstützen kann, steht sie den Beiträgen an Euratom und Iter sehr kritisch gegenüber und erwartet die Einleitung des schrittweisen Ausstiegs aus der Entwicklung neuer Reaktortypen auf der Grundlage der Kernspaltung und der Kernfusion. Wir sollten versuchen, aufgrund unseres politischen Entscheids des Atomausstiegs eine Vollasoziiierung zu bekommen. Sicherheits- und umweltbezogene Forschung, auch bezüglich einer sicheren Endlagerung, sollten in diesem Bereich fortgesetzt werden. Die zu diesem Punkt eingereichten Einzelanträge Munz und Glättli unterstützen wir, und wir lehnen den Einzelantrag Schläpfer ab.

Exzellente Forschung und Innovation sind untrennbar mit Mobilität verknüpft. Deswegen müssen Horizon und Erasmus plus gleichwertig behandelt und aufgegleist werden. Nur so kommen die vielfältigen Synergien zwischen diesen beiden EU-Programmen voll zum Tragen – zum Nutzen des Bildungs- und Wirtschaftsstandorts Schweiz und der nachrückenden Generationen.

**Reynard Mathias** (S, VS): Je prends à mon tour la parole au nom du groupe socialiste, afin de soutenir ce paquet Horizon 2021–2027, qui prévoit le financement de notre participation aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation pour les sept prochaines années. Le Conseil fédéral nous demande pour cela un crédit de 6153,4 millions de francs.

La Suisse participe déjà à ce programme. Elle participe en fait depuis 1987 au programme européen de recherche et d'innovation et, depuis 2014, elle y participe comme Etat associé. L'actuel programme Horizon 2020 a débuté en 2014 et se termine en cette fin d'année. Horizon Europe lui succédera à partir du 1er janvier 2021.

Horizon Europe est le plus grand programme de recherche et d'innovation du monde. La Suisse y joue un rôle très important. Depuis 2014, notre pays a participé à près de 4000 projets. Nous nous mesurons et collaborons avec les meilleurs de la communauté scientifique mondiale. Cela stimule notre compétitivité et permet de fructueuses synergies. Nous établissons également, grâce à ces programmes internationaux, des réseaux essentiels pour la qualité de notre recherche.

Ceux qui estiment que nous pouvons nous passer de cette participation et nous contenter de la recherche suisse, dans les limites de notre pays, ne saisissent sans doute pas bien l'enjeu. C'est finalement comme si l'on demandait à un club de foot de ne plus participer à la Champions League et de se limiter à des matchs de notre Super League. Ceux qui considèrent que cela coûte trop cher doivent prendre en considération les



faits. Vu l'excellence de notre place scientifique et de nos hautes écoles, la Suisse a pu compter sur des retombées financières positives dans le cadre des derniers programmes. Autrement dit, nos participants ont reçu des sommes plus importantes que les contributions payées par la Suisse à l'Union européenne pour faire partie de ces programmes. Surtout, ces investissements ont dans tous les cas un retour très positif pour notre recherche, pour notre innovation, pour notre économie. En fait, c'est une non-association à Horizon qui coûterait très cher à la Suisse.

Ce programme couvre tous les domaines de recherche et finance des projets innovants dans à peu près toutes les disciplines, de la santé à la numérisation, de l'énergie aux transports, de l'agriculture aux sciences humaines et sociales. Cela concerne évidemment la recherche fondamentale, mais aussi des projets de recherche appliquée et également des entreprises actives dans la recherche et le développement. Il s'agit en fait de la deuxième source de financement de la recherche et de l'innovation en Suisse, derrière le FNS. Il s'agit même de la première pour les entreprises, en particulier pour les PME, de notre pays. Les effets en termes économiques et de création d'emplois sont non négligeables.

Nous vous invitons évidemment à refuser les deux propositions de l'UDC, soit celle de la minorité Gutjahr, qui vise à renvoyer le projet, et celle de la minorité Keller Peter, qui vise à limiter les réserves. Comme d'habitude, ces propositions attaquent frontalement la recherche de notre pays. Empêcher nos chercheuses et nos chercheurs, nos scientifiques, nos hautes écoles de participer à ce programme européen aurait des conséquences terribles pour notre place scientifique et pour notre économie.

Merci de votre soutien à cette enveloppe, qui permettra au Conseil fédéral de négocier le renouvellement de cette association de la Suisse au programme Horizon sans interruption. Le mandat de négociation sera ensuite soumis à nos commissions dans les plus brefs délais.

Le groupe socialiste rappelle enfin que la même énergie doit être mise par le Conseil fédéral – et nous comptons sur vous, Monsieur Parmelin – pour une pleine association rapide de la Suisse au programme Erasmus plus, comme l'a décidé ce Parlement. Il en va de l'intérêt de la recherche, de nos hautes écoles, du monde scientifique, mais aussi de tous les jeunes, y compris des jeunes apprentis.

**Roth Pasquier** Marie-France (M-CEB, FR): Nous sommes amenés à nous déterminer sur l'arrêté fédéral relatif au financement de la participation de la Suisse au paquet Horizon pour les sept prochaines années. Les moyens demandés par le Conseil fédéral pour y participer en tant qu'Etat associé couvrent les contributions obligatoires présumées liées à une pleine participation de la Suisse à Horizon Europe, au programme Euratom qui y est lié, au nouveau Digital Europe Programme et à l'infrastructure internationale Iter jusqu'en 2027. Ces moyens s'élèvent à 6,154 milliards de francs. En plus de l'enveloppe pour les contributions obligatoires, ils comprennent 117 millions de francs pour les mesures d'accompagnement nationales et des fonds de réserve de 614 millions de francs. Cette enveloppe doit permettre à la Suisse de pérenniser sa participation au programme-cadre européen de recherche.

Ces programmes sont la deuxième source d'encouragement la plus importante pour les scientifiques établis en Suisse, après le Fonds national suisse, et la première source d'encouragement public pour les chercheurs de l'économie privée. Horizon Europe permet de concurrencer les plus grandes places scientifiques du monde. Si cette enveloppe est acceptée, la Suisse et l'Union européenne pourront négocier le renouvellement de l'accord bilatéral sur la recherche. La participation de notre pays au programme-cadre européen de recherche fait partie des accords bilatéraux I de 2002, qui concernent la coopération en matière de recherche et la libre circulation des personnes. Ne constituant pas un dossier pour l'accès aux marchés européens, cette participation doit être dissociée de l'accord-cadre institutionnel.

Le groupe du centre soutient ce crédit-cadre tel qu'il vous est proposé et refusera les minorités et les propositions individuelles. Il est primordial pour nous et pour notre pays de participer de manière entière au programme Horizon Europe, programme de recherche et d'innovation le plus grand et le plus complet au monde. La possibilité de construire des réseaux scientifiques est un facteur clé pour la compétitivité de notre place de recherche. Il finance aussi bien de grands projets internationaux que des bourses individuelles renommées, ou encore différents instruments d'encouragement pour les entreprises innovantes. Depuis 2014, nous comptons près de 4000 participations à des projets, qui ont généré de nombreux brevets, produits ou services. Il couvre ainsi la totalité de la chaîne de création de valeur, qui va de la recherche fondamentale à la création d'entreprises et d'emplois.

La Suisse peut se targuer d'avoir un impact élevé au niveau de la communauté scientifique internationale, grâce à la qualité de ses recherches et de ses publications, notamment en raison de l'ouverture de nos chercheurs à des réseaux internationaux. Cette mise en réseau se fait essentiellement avec l'Europe. Le professeur Flückiger, recteur de l'Université de Genève et président de Swissuniversities, disait en commission que



la compétitivité crée la qualité. Et l'impact de ces programmes est aussi très important au niveau de l'économie en raison de la création d'emplois. Preuve en est la proximité

AB 2020 N 2605 / BO 2020 N 2605

entre les lieux de création d'entreprises et les centres de recherche et de formation.

Nous devons poursuivre l'association complète de la Suisse à ces programmes pour assurer la stabilité et les perspectives dont notre pays et ses hautes écoles ont besoin. Nous parlons là de notre matière première, de ce que nous savons faire de mieux.

Le groupe du centre vous encourage donc à soutenir ce crédit-cadre visant à permettre à la Suisse de participer au paquet Horizon 2021–2027.

**Fivaz** Fabien (G, NE): Le programme Horizon 2021–2027 est très important pour notre place de recherche. Si la Suisse prévoit d'investir plus de 6 milliards de francs dans ce domaine, c'est parce que notre pays profiterait largement de ce programme. N'oublions pas qu'avec 90 milliards de francs environ, Horizon est l'un des plus vastes programmes de recherche et d'innovation au monde. Il couvre des thèmes essentiels à notre adaptation aux défis d'aujourd'hui et de demain. Des thèmes chers aux Verts dans les domaines de la durabilité, du numérique, de l'énergie, de la santé, de la sécurité, ou encore du vivre-ensemble.

La Suisse a largement profité des programmes précédents. Dans le rapport de 2018 sur la participation de la Suisse à Horizon 2020, l'on peut lire que notre pays totalise 1942 participations à des projets. Les projets coordonnés et dirigés par des Suisses sont au nombre de 422. Ce ne sont pas seulement les EPF ou les universités qui y prennent part, puisque les PME participent à 413 projets. C'est l'un des points importants ici. On ne parle pas seulement de projets de recherche universitaires, mais d'innovation au sein des entreprises. C'est l'un des points forts d'Horizon 2020. Horizon sert à placer le continent européen, et la Suisse avec, sur l'échiquier mondial ultra-compétitif de l'innovation.

Non membre de l'Union européenne, la Suisse ne participe pas aux négociations. Elle négocie après coup sa participation et doit accepter les règles fixées par les autres. Le rapport que nous présente le Conseil fédéral couvre donc la plupart des éventualités: une association complète, une association partielle, ou même le cas où nous n'y serions pas associés. Une réserve a également été prévue, suivant les décisions qui seront prises à Bruxelles.

Dans ce cadre, nous ne voyons pas la nécessité de suivre la proposition de minorité Gutjahr. Elle retarderait les négociations et notre participation au programme.

La complexité des démarches de la Suisse pour rester dans le programme ou renouveler notre participation montre assez clairement les limites de la voie bilatérale. Après la votation du 9 février 2014, la Suisse n'a plus été associée entièrement à Horizon jusqu'en 2017. Pour Erasmus plus, nous attendons toujours. Ce risque qui plane sur la tête des chercheuses et chercheurs, des étudiantes et étudiants ainsi que des PME devra un jour prendre fin.

Plusieurs associations nous ont demandé de lier les négociations portant sur Horizon avec celles portant sur Erasmus plus. Malgré l'importance de la mobilité, cela pourrait mettre en péril Horizon, et nous ne pouvons l'admettre.

Jusque-là, tout va bien. Il reste pourtant un os. Depuis toujours, le programme Euratom et l'infrastructure du Réacteur thermonucléaire expérimental international (Iter) ont été des points de discussion pour le groupe des Verts. Ces deux projets ont toujours été intégrés au paquet Horizon, malgré le fait que d'autres pays n'ont accès qu'à une partie du paquet, en l'occurrence le programme-cadre pour la recherche et l'innovation.

Pour Euratom, c'est compliqué. Le projet couvre des aspects positifs en adéquation avec l'objectif de sortie du nucléaire que la Suisse s'est fixé, soit le démantèlement des centrales, la sécurité nucléaire pendant les années d'exploitation restantes et la gestion des déchets, que nous devons assurer durant les prochains milliers d'années. Un autre objectif de la recherche, soit le développement de nouveaux réacteurs nucléaires est plus problématique. La commission a plusieurs fois demandé d'avoir des détails sur les projets financés par Euratom, sans succès. L'administration fédérale renvoie la balle aux services de l'Union européenne, qui estiment quant à eux ne pas avoir de données suffisantes pour faire l'analyse.

Suite à l'interpellation Chevalley 18.3048, déposée en 2018, le SEFRI a étudié les axes de recherche des chercheuses et chercheurs suisses financés par Euratom. Dans sa réponse à ma question de la semaine dernière, le Conseil fédéral donne enfin un chiffre exploitable. Environ 6 pour cent des fonds levés par les institutions suisses étaient dédiés à la recherche en lien avec des futurs réacteurs, pour environ 2,7 millions de francs. C'est 6 pour cent de trop, mais cela montre que nous ne pouvons pas simplement abandonner Euratom et qu'il faut réfléchir.



Dans le cadre des propositions individuelles Glättli et Munz, nous demandons donc au Conseil fédéral, à défaut de renoncer complètement au programme, de tout mettre en oeuvre pour que notre participation corresponde au choix de la Suisse de renoncer à l'énergie nucléaire.

Concernant les propositions de minorité, nous vous invitons encore à refuser la proposition Keller Peter et la proposition individuelle Schläpfer.

**Glättli Balthasar (G, ZH):** Wissenschaft kennt keine Landesgrenzen. Forschung kennt keine Landesgrenzen. Deshalb ist es vielleicht auch fast schon etwas ironisch, dass eben das Programm, über das wir jetzt reden, den Namen "Horizon" – Horizont – hat. Denn eigentlich geht es eben darum, den Horizont auszuweiten, zusammenzuarbeiten. Horizon ist sehr wichtig. Es ist wichtig, nicht nur für die universitäre Forschung, sondern auch für die Innovation in Unternehmen. Deshalb ist das Programm in mehreren Dimensionen eine Win-win-Situation: Win-win für die Europäische Union und die Schweiz, Win-win aber auch für die Forschung einerseits und für die Wirtschaft andererseits.

Sie wissen es, für die Forschung braucht es nicht nur diejenigen, die schon weit fortgeschritten sind. Damit Forschung multinational funktionieren kann, braucht es eben auch ein gegenseitiges Verständnis der Forschenden, der Studierenden, für die unterschiedlichen Kulturen, für die unterschiedlichen Vorgehensweisen: Es braucht eine Öffnung im Kopf. Deshalb können wir nachvollziehen, dass ganz viele Kräfte uns gebeten haben, eine Verknüpfung zu machen. Wir können nachvollziehen, dass sie uns gebeten haben, zu versuchen, Horizon auf der einen Seite und Erasmus plus auf der anderen miteinander zu verbinden, und den berechtigten Wunsch, bei Horizon weiterzukommen, zu nutzen, um Druck zu machen Richtung Erasmus plus.

Ich muss Ihnen sagen, der Entscheid ist nicht einfach für uns. Wir sind aber nicht bereit, Horizon auf dem Altar von Erasmus plus zu opfern. Wir sind aber auch nicht bereit, Herr Bundesrat, einfach weiter zuzuwarten, während Erasmus plus auf die lange Bank geschoben wird. Genau wie beim Sport baut auch in der Wissenschaft die Zusammenarbeit von unten auf. Deshalb brauchen wir eben nicht nur die Spitze, Horizon, sondern wir brauchen auch den Aufbau, Erasmus plus. Wir wären Ihnen sehr verbunden, Herr Bundesrat, wenn Sie hier mit etwas mehr Dynamik die internationale Zusammenarbeit im universitären Bereich vorantreiben würden.

Mein Kollege Fabien Fivaz hat es gesagt: Wir Grünen – das ist ein offenes Geheimnis – haben ein Problem mit dem Atomteil im Gesamtpaket. Das ist nicht nur ein grünes Problem, das ist ein linkes Problem. Wir stehen seit Jahren gemeinsam für den Ausstieg aus der Atomenergie ein. Deshalb haben wir jetzt auch gleichlautende Vorstösse eingereicht, Kollegin Munz im Namen der sozialdemokratischen und ich im Namen der grünen Fraktion. Andere Nicht-EU-Länder haben differenzierte Teilnahmen dafür ausgehandelt, bei Horizon dabei zu sein und bei Euratom nicht voll dabei zu sein. Diese Option muss der Bundesrat eben auch möglichst rasch ernsthaft evaluieren. Es ist umso wichtiger, dass wir diesen Auftrag geben, weil wir ja sonst in diesem Gesamtpaket eigentlich ganz, ganz viel Vagheit haben. Entweder ist es so oder so oder anders oder Drittes – Hauptsache, wir geben das Geld. Das ist ja jetzt unser Beschluss, den wir fassen. Umso wichtiger ist es uns, zu sagen, dass dann auch die Option sehr ernsthaft geprüft werden soll, bei Euratom nicht dabei zu sein – auch wenn dieses Programm, und das sei der

AB 2020 N 2606 / BO 2020 N 2606

Fairness halber gesagt, viel Forschung im Bereich Rückbau und im Bereich nukleare Abfälle hat, die wichtig ist und die bei einem Atomausstieg auch wichtig bleibt.

Stimmen Sie deshalb mit der Mehrheit für Eintreten. Unterstützen Sie die gleichlautenden Einzelanträge Glättli und Munz, und lehnen Sie den Minderheitsantrag Gutjahr auf Rückweisung ebenso ab wie den Minderheitsantrag Keller Peter und den Einzelantrag Schläpfer.

**Eymann Christoph (RL, BS):** Die schweizerische Forschungs- und Innovations-Community darf kein abgeschottetes gallisches Dorf werden. Wir brauchen den Austausch mit Europa. Das "give and take" zwischen der Europäischen Union und der Schweiz stimmt. Die Schweiz hat in der Vergangenheit von diesen Programmen enorm profitiert, und die Schweiz profitiert auch in Zukunft, da sind wir sicher. Wir dürfen nicht vergessen, dass auch Europa profitiert hat, zum Nutzen von allen Beteiligten.

Wir haben hier ein sehr gescheites und geschickt eingefädelt Programm, das wir heute hoffentlich beschliessen können. Die Qualität unserer Hochschulen hat auch sehr viel mit dem internationalen Austausch zu tun; deshalb dürfen wir diese Möglichkeiten nicht verbauen. Die Wissenschaft ist international, sie kennt keine Landesgrenzen. Ein Rückzug in ein Forschungs- und Innovations-Reduit wäre für die Schweiz, für ihre Forschungsinstitutionen und für ihre Innovationstätigkeit verheerend.

Ich bitte Sie im Namen der FDP-Liberalen Fraktion, den Rückweisungsantrag abzulehnen, der Mehrheit der



Kommission zu folgen und auch die Einzelanträge abzulehnen.

**Chevalley** Isabelle (GL, VD): Si la Suisse est sortie de la pauvreté dans laquelle elle vivait il y a deux cents ans, c'est grâce à sa capacité d'innover et aux bonnes conditions-cadres dans lesquelles peuvent évoluer ses entreprises. Le paquet Horizon 2021–2027 qui nous est présenté aujourd'hui est un pan important de cette prospérité. Il permettra à nos chercheurs de rester à la pointe de la recherche au niveau international et ainsi de dynamiser notre économie. Les 6,15 milliards de francs qui nous sont demandés ne sont pas une simple dépense, mais un investissement pour notre pays. Beaucoup de choses ont déjà été dites concernant les avantages de cette association et je ne vais pas y revenir maintenant.

J'aimerais soulever un point gênant concernant le programme Euratom. Ce programme concerne la fission et la fusion nucléaire. Si on peut soutenir la participation de la Suisse au programme Euratom sur le plan de la gestion des déchets nucléaires, du démantèlement des centrales nucléaires, voire de la fusion, on a de la peine à comprendre que la Suisse soutienne des projets de nouveaux réacteurs nucléaires à fission ou le lobbying fait par Euratom pour la promotion du nucléaire dans le mix énergétique européen. Il est clairement dit dans la recommandation numéro 7 du rapport intermédiaire sur l'évaluation du programme Euratom de 2014 à 2018 que "le panel est favorable à un programme Euratom fort pour aider à mettre l'Europe à la pointe de la production nucléaire et pour maintenir son leadership technologique comme cela est proposé dans le rapport 'Union pour l'énergie'".

Je rappelle que la Suisse a décidé de sortir du nucléaire. La gestion des déchets nucléaires et le démantèlement des centrales constituent pour nous des enjeux importants. Il serait judicieux de concentrer nos moyens financiers sur ces enjeux et pas sur la promotion du programme nucléaire français. C'est pourquoi je déposerai aujourd'hui une motion pour demander que la Suisse négocie une participation partielle au programme Euratom. La participation de la Suisse devrait se concentrer sur la fusion et, dans le domaine de la fission, sur la gestion des déchets et le démantèlement des centrales nucléaires. La Suisse ne devrait plus contribuer à la recherche sur de nouveaux réacteurs à fission, ni au lobbying pour la promotion du nucléaire.

Certes, l'Union européenne établit depuis 2011 un lien politique entre la participation de la Suisse aux programmes-cadres de recherche et d'innovation et sa participation à Euratom et Iter. Dans ma motion, je ne demande pas de sortir d'Euratom mais de mieux cibler notre participation. Aujourd'hui, cette distinction n'est pas possible: c'est tout ou rien. Le groupe vert/libéral ne veut pas mettre en péril tout le paquet Horizon – et nous le soutiendrons –, mais il n'en demeure pas moins que nous estimons que le Conseil fédéral doit utiliser sa marge de négociation dans la participation de la Suisse au programme Euratom.

C'est pourquoi nous rejetterons la proposition de renvoi et les trois propositions individuelles.

**Parmelin** Guy, conseiller fédéral: Ce message de financement pour la participation de la Suisse au paquet Horizon pour les années 2021 à 2027 est traité séparément de notre message FRI national pour les années 2021 à 2024, qui, lui, a une périodicité de quatre ans. Il s'agit ici d'accorder le financement nécessaire à un nouvel accord, pour la durée des nouveaux programmes de l'union européenne qui est, elle, de sept ans. Le fait que notre période FRI et la nouvelle période des programmes de l'Union européenne débutent les deux en 2021 est donc une simple coïncidence.

Notre participation au programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation en tant que pays associé constitue un des accords sectoriels du paquet des Bilatérales I de 2000, comme la libre circulation des personnes. Cependant, il s'agit du seul accord de ce paquet qui doit être renouvelé pour chaque génération de programme. Il s'agit d'un programme et non d'un dossier d'accès au marché. Dès lors, il n'y a aucun lien légal entre notre participation à la prochaine génération de ces programmes et l'accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne. Ce dernier spécifie par ailleurs explicitement les autres accords auxquels il s'applique et les programmes tels qu'Horizon Europe n'en font pas partie.

Il est important que vous accordiez ce financement pour les prochains sept ans à temps, c'est-à-dire pendant cette session, et ceci pour deux raisons. D'une part, c'est seulement après votre décision sur le financement qu'un prochain accord d'association pour la neuvième génération pourra être conclu du côté suisse. Nous devons donc être prêts pour le prochain accord, de notre côté. D'autre part, avec votre décision sur le financement, vous permettrez aussi de financer directement les chercheurs suisses, si la conclusion d'un nouvel accord d'association devait prendre plus de temps. En acceptant ce financement, vous créez la base juridique et financière qui nous est nécessaire pour garantir à nos chercheurs de pouvoir continuer à participer au plus grand programme pour la recherche et l'innovation dans le monde, ainsi que l'a dit fort justement M. Reynard. Cette sécurité est essentielle, d'autant plus qu'il y a déjà suffisamment d'inconnues dans le dossier européen en général.



Votre conseil traite ce dossier en tant que deuxième conseil. Le Conseil des Etats a adopté l'arrêté fédéral tel que proposé par le Conseil fédéral, sans changement.

Pourquoi cette participation est-elle importante? La possibilité de se mesurer directement aux meilleurs chercheurs et innovateurs sur le plan international et de construire des réseaux scientifiques est un facteur clé pour l'excellence et la compétitivité de notre place de recherche et d'innovation. Le Conseil fédéral juge qu'il faut continuer cette collaboration bénéfique pour sécuriser notre position de pointe dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

Le présent paquet propose le financement de quatre éléments: premièrement, le neuvième programme-cadre de recherche et d'innovation intitulé Horizon Europe; deuxièmement, le programme de recherche et de formation de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom); troisièmement, l'infrastructure de recherche internationale pour la fusion nucléaire (Iter); et quatrièmement, le nouveau programme Digital Europe Program.

Je l'ai dit et je le répète, c'est le plus grand programme de recherche et d'innovation au monde. Il finance les recherches et innovations de pointe dans tous les domaines et disciplines, que ce soit la santé, le climat, l'énergie, les transports – et quand on parle de transports, il y a l'aéronautique et le domaine spatial qui sont compris –, la sécurité, mais aussi

AB 2020 N 2607 / BO 2020 N 2607

les denrées alimentaires, les ressources naturelles, ainsi que tout le domaine des sciences humaines et sociales. Il finance de grands projets internationaux avec plusieurs partenaires, ainsi que des bourses individuelles renommées pour des chercheurs et chercheuses d'exception. La nouvelle génération prévoit en outre davantage d'instruments spécifiques pour des entreprises innovantes. Ces fonds constituent une source directe de financement pour les entreprises suisses et surtout pour les petites et moyennes entreprises qui sont actives dans la recherche et le développement. Horizon Europe et les autres éléments du paquet Horizon se complètent mutuellement.

En Suisse, la participation à ces programmes européens a des effets économiques positifs. Une étude d'impact, qui a été publiée par le SEFRI l'année passée, montre que la participation aux projets européens a généré de nombreux brevets, de nombreux produits et services, et a créé de nouvelles entreprises, et donc naturellement des places de travail dans notre pays.

La demande de crédit se monte à 6153,4 millions de francs. Il s'agit d'un plafond de dépenses qui couvre trois lignes de crédit: premièrement, les contributions obligatoires de la Suisse à l'Union européenne pour la participation aux initiatives mentionnées; deuxièmement, des mesures d'accompagnement nationales; et troisièmement, une réserve en cas de contributions obligatoires plus élevées. Les contributions obligatoires augmentent par rapport à la génération actuelle car elles suivent le développement de ces programmes au niveau européen et, vous le savez, l'Europe a décidé d'augmenter considérablement ses investissements dans la recherche et l'innovation, notamment pour réaliser le European Green Deal, avec des moyens très importants, mais aussi pour contrer la menace actuelle du Covid-19 ou pour être mieux préparé à de futures pandémies.

Au niveau technique, l'incertitude par rapport à nos contributions obligatoires augmente cependant sensiblement dans cette génération de programmes, car la Commission européenne propose de changer – cela a été évoqué par plusieurs d'entre vous – la manière de calculer notre contribution, selon le nouveau mécanisme intitulé "pay as you go". Les chercheurs soumettent leur projet et seuls les meilleurs projets sont choisis, comme par le passé. Il n'y a donc strictement rien qui change par rapport aux critères d'évaluation. Seuls les meilleurs projets seront couronnés par un financement. En revanche, si de nombreux projets sont financés dans un Etat associé comme le nôtre, par exemple, cet Etat associé paie à la fin une facture plus élevée. Et ceci est nouveau. Jusqu'à présent, notre contribution dépendait uniquement du produit intérieur brut de la Suisse par rapport au produit intérieur brut de l'Union européenne. En cas de succès importants des chercheurs suisses – et c'est ce que nous souhaitons tous –, la Suisse doit pouvoir honorer des contributions plus importantes à ces programmes. C'est pour cela que le Conseil fédéral vous propose une réserve, comme dans les générations précédentes de programmes, d'ailleurs, et vous recommande vivement de l'adopter telle qu'elle est proposée. Je vais y revenir tout à l'heure.

Le Conseil fédéral vise une association plénière aux trois programmes du paquet Horizon et une participation intégrale à l'engagement européen pour la construction d'Iter. Seul ce mode de coopération garantit un accès intégral à tous les instruments pour nos chercheurs et chercheuses et pour nos entreprises. Mais pour anticiper toute situation future, l'arrêté fédéral prévoit aussi que la Confédération puisse financer directement les institutions de recherche et les entreprises suisses, en mode projet par projet, si ceux-ci ne recevaient pas



d'argent de l'Union européenne. Ce mode est une pratique qui est déjà bien établie par le passé. De cette manière, nous sommes préparés à tous les scénarios: une association plénière, que nous recherchons, une association partielle ou retardée, ou même une situation dans laquelle il n'y aurait pas d'association. Cette pratique, cette approche nouvelle intègre d'emblée les adaptations que nous avons dû faire après coup, et de manière urgente, en 2014 et 2016 pour la génération actuelle Horizon 2020. Cette flexibilité sera un atout pour les négociations à venir avec l'Union européenne.

Si un accord d'association ne pouvait pas être conclu à temps, pour le début du prochain programme, les chercheurs suisses pourraient néanmoins participer à toutes les parties du programme – soit environ deux tiers – qui concernent des projets coopératifs avec plusieurs partenaires. A la place du financement de Bruxelles, ils savent qu'ils recevraient l'argent directement de la Confédération, et ceci déjà pour les premières mises au concours, à condition, naturellement, que l'arrêté fédéral dont vous discutez actuellement soit adopté par votre conseil d'ici la fin de cette année.

Je répète – et j'insiste sur ce point – que le timing est extrêmement important. Le Conseil fédéral vous a transmis ce message à temps pour permettre un traitement aux sessions d'automne et d'hiver 2020. En adoptant l'arrêté fédéral avant la fin de l'année, vous permettez à la Suisse de disposer de la base légale de financement au moment où Horizon Europe démarre officiellement, c'est-à-dire début 2021, soit pour conclure un accord, soit pour financer nos chercheurs directement. Pouvoir participer avec un financement aux premiers appels à projets de ces programmes est crucial pour nos chercheurs. C'est souvent en début de programme que les consortiums, constitués par exemple d'universités, de hautes écoles spécialisées, de PME, d'entreprises situées en Suisse et dans les autres pays, se forment pour ensuite collaborer à plusieurs projets d'une génération de programmes.

Permettez-moi d'ajouter encore quelques considérations générales concernant notre situation par rapport aux programmes de l'Union européenne. Comme vous le savez, la Commission européenne a déjà proposé, en juin 2018, que la Suisse ne se retrouve plus dans la même catégorie que les pays de l'Espace économique européen, à savoir l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein, mais dans une nouvelle catégorie d, qui regroupe des pays tels que le Royaume-Uni et les pays qui peuvent participer en tant que partenaire associé aux programmes, mais dont les conditions d'association doivent encore être précisées. Cette catégorie vaut pour tous les programmes européens où une association est possible, donc, par exemple, aussi pour le programme de formation Erasmus 2021–2027. Nous ne connaissons pas encore les modalités d'association détaillées de cette catégorie, ni pour la recherche ni pour la formation. Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont commencé les discussions à ce sujet mais il y a de fortes chances qu'une solution définitive ne soit trouvée que lorsque la question du Brexit sera réglée, ce qui est attendu en principe d'ici la fin de cette année.

Dans le cas des programmes de recherche, donc du paquet Horizon dont nous discutons maintenant, ceci est moins grave car nous sommes associés depuis 16 ans, et même depuis 41 ans, si on pense à Euratom. Nous connaissons aussi le nouveau Digital Europe Program qui démarrera en 2021, car il s'agit de projets qui ont débuté sous le programme actuel Horizon 2020 et qui sont regroupés dans un nouveau programme de l'Union européenne dès 2021. Nous connaissons donc d'expérience les programmes dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Nous sommes représentés dans les différents groupes de pays associés. Nous avons en la matière un comité mixte chaque année avec l'Union européenne, comme pour d'autres accords bilatéraux. Pour le nouveau mécanisme de financement "pay as you go", nous avons eu des discussions exploratoires l'année passée et cela nous a permis d'estimer les besoins financiers de manière assez claire et de prévoir les insécurités restantes avec une réserve adéquate.

Je rappelle qu'il s'agit ici d'assurer une continuation sans interruption de la participation suisse à ces programmes, participation qui fonctionne très bien. Je vous proposerai donc d'entrer en matière.

J'en viens maintenant à la proposition de minorité de renvoi. Le Conseil fédéral a déjà procédé à cette analyse dans le chapitre 1.5 du message sur le financement. La conclusion est claire, et nette: une solution nationale ne pourra jamais remplacer la valeur ajoutée d'une coopération globale dans la recherche et l'innovation. Il suffit de penser simplement à la lutte contre le Covid-19: avec une approche purement nationale, vous ne pourriez ni saisir toutes les variantes du

AB 2020 N 2608 / BO 2020 N 2608

virus, ni tester des médicaments sur suffisamment de patients. Une solution nationale n'est pas non plus efficiente au niveau des coûts, surtout avec le nouveau modèle "pay as you go". Je dirais même qu'une évaluation commune des projets de recherche pour plusieurs pays est bien plus efficiente que si chaque pays s'organise individuellement. Et finalement – cela a aussi été dit, je crois, par un des intervenants –, il n'existe pas de



programme comparable dans le monde entier qui soit aussi grand, qui soit ouvert aux chercheurs du monde entier. Il s'agit ici aussi de permettre au continent européen dans son entier de faire contrepoids à l'Amérique du Nord et aux pôles de recherche asiatiques.

Je vous propose donc de ne pas accepter la proposition de renvoi.

En ce qui concerne la réserve et la proposition de minorité visant à la raboter, je vous rappelle que ces 6153,4 millions de francs représentent un plafond. Cela implique que, si notre participation coûte moins cher, nous dépenserons moins – ce qui serait aussi très bien. Par contre, si les contributions obligatoires coûtent plus que prévu, nous vous proposons dans ce cas cette réserve de 614 millions de francs. C'est 9,98 pour cent du budget. Dans les messages précédents, nous avons aussi proposé des réserves. Le message de 2013 prévoyait, lui, une réserve de 7,4 pour cent du budget total, donc plus ou moins comparable à celle qui est proposée aujourd'hui. Mais, à l'époque, les contributions étaient basées sur le PIB, ce qui est différent du système actuel. Il y a encore de nombreuses inconnues et questions ouvertes quant à notre future contribution financière. Cette réserve doit nous permettre de répondre à ces différentes questions.

Elle couvre plusieurs probabilités. Plusieurs facteurs pourraient faire augmenter la facture. Le premier facteur important, c'est l'augmentation des budgets totaux de ces programmes au niveau européen, le deuxième serait une augmentation de la part que nous devons payer au budget de ces programmes, et le troisième est le taux de change jusqu'en 2030. Pour ce qui est du premier point, soit les budgets totaux des programmes au niveau européen, vous savez qu'un compromis a été trouvé tout dernièrement, le 10 novembre, entre le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne. Ce compromis a été adopté définitivement par l'Union européenne la semaine passée. Après une première augmentation de budget en juillet, avec les mesures pour réagir à la crise du Covid-19, le budget d'Horizon Europe augmente de nouveau de 4 milliards d'euros. Le budget global pour les programmes Horizon Europe, Euratom, Digital Europe et Iter est de plus de 110 milliards d'euros. Il dépasse d'environ 8 milliards d'euros, ou de 7 pour cent, le budget total que nous avons estimé dans notre message de financement. Cela implique que, avec les bases de calcul utilisées dans le message, 478 millions de francs de la réserve seront de toute manière déjà utilisés en raison des budgets totaux plus importants décidés au niveau européen. Cela représente déjà un montant supérieur à la réserve que nous propose la minorité. Donc, rien que pour cette raison – et je laisse tomber ce qui concerne l'incertitude liée à la méthode "pay as you go" et aux taux de change –, il est évident que, pour nous, la réserve telle qu'elle vous est soumise, et que nous avons dans un premier temps estimée à 695 millions de francs – le Conseil fédéral l'a déjà réduite à 614 millions –, est calculée vraiment au plus juste.

Je vous invite très fermement à garder la réserve telle qu'elle est proposée dans le projet.

Concernant les trois propositions individuelles, je vous propose de les refuser pour différentes raisons. Je ne vais pas répéter toute l'explication concernant Euratom et Iter. Ces éléments font partie d'un ensemble, d'un paquet. La discussion pourra avoir lieu ultérieurement puisque M. Atici a déposé une motion qui doit encore être traitée par le Conseil fédéral, qui vise à examiner cet aspect, que certains soulèvent dans les propositions. Actuellement, nous n'avons, pour ces recherches, pas d'alternative à une participation au programme Euratom. Ce sont des problèmes qui dépassent les capacités de la Suisse seule. Il serait très difficile de trouver des infrastructures pour mener certaines des expériences. Tout ce qui concerne la sécurité des systèmes nucléaires, le traitement des déchets et le démantèlement des centrales est extrêmement important pour la Suisse.

Je vous invite ici à rejeter les propositions Munz et Glättli.

De même, je vous invite aussi à rejeter la proposition Schläpfer. Cette proposition correspond à la version du Conseil fédéral du point de vue du contenu et n'apporte pas de valeur ajoutée. Elle risque simplement, en créant une divergence, de rendre problématique l'adoption de ce projet durant cette session.

Je vous demande d'en rester aux propositions de la majorité de votre commission et de suivre le Conseil fédéral et le Conseil des Etats.

**Munz** Martina (S, SH): Herr Bundesrat, ich habe eine Frage zum Paket Euratom: Sie haben vorhin gesagt, es sei Teil von Horizon. Aber stimmt es, dass Euratom ein separates Verhandlungspaket ist und dass man in fünf Jahren aussteigen könnte? Sind Sie bereit, die Verhandlungen so zu führen, dass man auf das Jahr 2025 aussteigen kann?

**Parmelin** Guy, conseiller fédéral: Madame la conseillère nationale Munz, c'est en effet un programme qui est prévu pour cinq ans. On prend en compte une période de sept ans, pour avoir une vision globale, mais il y a une clause d'"opting out", de retrait possible après cinq ans.

**Wasserfallen** Christian (RL, BE), für die Kommission: Nur ganz kurz, weil es in den Voten oftmals geschildert



wurde, noch einmal zur Rekapitulation: Horizon Europe, dieses Programm, über das wir heute entscheiden, ist nicht mit dem Erasmus-Programm und nicht mit dem Rahmenabkommen verlinkt. Das ist einmal klar. Heute stimmen wir über Horizon Europe ab. Es ist wichtig, dass wir hier eine klare Botschaft senden, weil die Programme entsprechend bereits am 1. Januar 2021 beginnen und sich auch schon Forschungs-Communities gebildet haben, an denen auch Forschende aus unserem Land teilnehmen wollen.

Die Frage, ob man die Einzelanträge Munz und Glättli annehmen soll oder nicht, ist klar mit Nein zu beantworten. Es wäre nicht gut, wenn man hier schon wieder Ausnahmen definieren und das Gesamtpaket gefährden würde. Um es mit den Worten von Herrn Glättli zu sagen: Ja, Wissenschaft kennt keine Landesgrenzen. Aber Wissenschaft kennt eben auch keine Grenzen beim Denken. Wir sollten bei allen Technologien weiterdenken. Ich mache noch darauf aufmerksam, das habe ich bei der ersten Wortmeldung vergessen, dass im neuen European Green Deal der Europäischen Union 15 Milliarden Euro für die Forschung zu erneuerbaren Energien vorgesehen sind. "Das eine tun und das andere nicht lassen" muss dort die Devise sein.

Mit dem Ziel, dass wir auch hier in der Champions League der Forschungswelt mitspielen können, bitte ich Sie, diesem Gesamtpaket zuzustimmen.

**Python** Valentine (G, VD), pour la commission: J'ai déjà évoqué, tout à l'heure, au nom de la commission l'importance que revêt pour notre pays la participation au paquet Horizon, en termes, évidemment, d'efficience de notre recherche, de notre capacité d'innovation, et pour notre place scientifique. Il s'agit de percevoir ceci comme un investissement, les retombées positives pour notre pays étant incalculables.

Il est vrai que la majorité de la commission n'a pas désiré prendre le risque de bloquer notre adhésion à ce paquet en raison des interrogations qui subsistent en ce qui concerne le programme Euratom. Et s'il est vrai que nous avons besoin de toutes les innovations scientifiques, il est également extrêmement important, pour la majorité de la commission, que notre stratégie énergétique de sortie du nucléaire soit respectée. Il me semblait important de le rappeler en guise de mot de la fin.

Donc, au nom de la commission, je vous demande vraiment de soutenir l'adhésion de la Suisse au paquet Horizon.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen*

*L'entrée en matière est décidée sans opposition*

AB 2020 N 2609 / BO 2020 N 2609

**Präsident** (Aebi Andreas, Präsident): Wir stimmen über den Rückweisungsantrag der Minderheit Gutjahr ab.

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 20.052/22111)

Für den Antrag der Minderheit ... 49 Stimmen

Dagegen ... 135 Stimmen

(2 Enthaltungen)

**Bundesbeschluss über die Finanzierung der Schweizer Beteiligung an den Massnahmen der Europäischen Union im Bereich Forschung und Innovation in den Jahren 2021–2027 (Bundesbeschluss zum Horizon-Paket 2021–2027)**

**Arrêté fédéral relatif au financement de la participation de la Suisse aux mesures de l'Union européenne dans le domaine de la recherche et de l'innovation pendant les années 2021–2027 (Arrêté fédéral sur le paquet Horizon 2021–2027)**

*Detailberatung – Discussion par article*

**Titel und Ingress**

*Antrag FK-N/WBK-N*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates



## Titre et préambule

*Proposition CdF-N/CSEC-N*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

## Art. 1

*Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Antrag der Minderheit FK-N*

(Keller Peter, Geissbühler, Grin, Nicolet, Schwander, Sollberger, Strupler)

*Abs. 1*

...

c. Reserve für erhöhte Beitragszahlungen gemäss Buchstabe a infolge von Schwankungen des Wechselkurses, von Budgeterhöhungen seitens der EU oder von höher ausfallenden Schweizer Anteilen an den EU-Budgets: 466,4 Millionen Franken; Total: 6005,8 Millionen Franken

*Antrag Munz*

*Abs. 4*

Verpflichtungen für das Euratom-Programm können nur bis zum 31. Dezember 2025 eingegangen werden.

*Schriftliche Begründung*

Die integrale Assoziierung bei Horizon Europe und dem Euratom-Programm ist nicht zwingend. Nach einer rechtlich zwingenden Verpflichtungsperiode von fünf Jahren ist die Beteiligung an diesem Programm nicht mehr zu erneuern oder zu verlängern. Die Mittel sollen für zukunftsfähigere Projekte und Beteiligungen in der Forschungs- und Innovationskooperation mit der EU verwendet werden.

*Antrag Glättli*

*Abs. 4*

Verpflichtungen für das Euratom-Programm können nur bis zum 31. Dezember 2025 eingegangen werden.

*Schriftliche Begründung*

Die integrale Assoziierung bei Horizon Europe und dem Euratom-Programm ist nicht zwingend. Nach einer rechtlich zwingenden Verpflichtungsperiode von fünf Jahren ist die Beteiligung an Euratom nicht mehr zu erneuern oder zu verlängern, oder die Beteiligung an Euratom ist auf Projekte einzuschränken, welche für den Rückbau von AKW und die Aufbewahrung atomarer Abfälle sinnvoll sind. Frei werdende Mittel sollen für zukunftsfähigere Projekte und Beteiligungen in der Forschungs- und Innovationskooperation mit der EU verwendet werden.

*Antrag Schläpfer*

*Abs. 4*

Die Beiträge für das Euratom-Programm innerhalb des Horizon-Paketes sollen bis zum Ende der Laufzeit des Horizon-Paketes weitergeführt werden, unter spezieller Berücksichtigung des Iter-Programmes und von Programmen zur Erforschung zur Wiederverwertung von atomaren Abfällen.

*Schriftliche Begründung*

Bei Annahme des Horizon-Paketes soll das Euratom-Programm besonders berücksichtigt werden. Es darf keine Denkverbote geben. Fusionsreaktoren im Iter-Programm können die Energieversorgung mit Bandenergie für künftige Generationen sicherstellen. Und die Wiederverwertung von atomaren Abfällen macht mehr Sinn, als diese einfach zu vergraben.

## Art. 1

*Proposition de la majorité CdF-N/CSEC-N*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats



*Proposition de la minorité CdF-N*

(Keller Peter, Geissbühler, Grin, Nicolet, Schwander, Sollberger, Strupler)

Al. 1

...

c. réserve en cas de majoration des contributions visées à la lettre a suite à des variations du taux de change, à l'augmentation des budgets de l'UE ou à l'augmentation de la part de la Suisse dans les budgets européens: 466,4 millions de francs; total: 6005,8 millions de francs

*Proposition Munz*

Al. 4

Les engagements pour le programme Euratom ne peuvent être contractés que jusqu'au 31 décembre 2025.

*Proposition Glättli*

Al. 4

Les engagements pour le programme Euratom ne peuvent être contractés que jusqu'au 31 décembre 2025.

*Proposition Schläpfer*

Al. 4

Les contributions pour le programme Euratom dans le cadre du paquet Horizon doivent être maintenues jusqu'à la fin de la durée du paquet Horizon, en prenant particulièrement en considération le programme Iter et les programmes de recherche sur le recyclage des déchets nucléaires.

Abs. 1 – Al. 1

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 20.052/22112)

Für den Antrag der Mehrheit FK-N/WBK-N ... 136 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit FK-N ... 51 Stimmen

(1 Enthaltung)

*Ausgabenbremse – Frein aux dépenses*

*Abstimmung – Vote*

(namentlich – nominatif; 20.052/22113)

Für Annahme der Ausgabe ... 137 Stimmen

Dagegen ... 49 Stimmen

(3 Enthaltungen)

*Das qualifizierte Mehr ist erreicht*

*La majorité qualifiée est acquise*

Abs. 4 – Al. 4

*Erste Abstimmung – Premier vote*

(namentlich – nominatif; 20.052/22114)

Für den Antrag Schläpfer ... 102 Stimmen

Für den Antrag Munz/Glättli ... 84 Stimmen

(2 Enthaltungen)

AB 2020 N 2610 / BO 2020 N 2610

*Zweite Abstimmung – Deuxième vote*

(namentlich – nominatif; 20.052/22115)

Für den Antrag Schläpfer ... 52 Stimmen

Dagegen ... 136 Stimmen

(0 Enthaltungen)



*Übrige Bestimmungen angenommen  
Les autres dispositions sont adoptées*

**Art. 2–5**

*Antrag FK-N/WBK-N*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

*Proposition CdF-N/CSEC-N*

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté*

*Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

(namentlich – nominatif; 20.052/22116)

Für Annahme des Entwurfes ... 138 Stimmen

Dagegen ... 49 Stimmen

(1 Enthaltung)

**Präsident** (Aebi Andreas, Präsident): Da beide Räte übereinstimmende Beschlüsse gefasst haben, ist der Bundesbeschluss definitiv angenommen.